

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans "Oman" du 10 février 2009, sur les relations franco-omanaises, la situation au Proche-Orient, la question du nucléaire iranien, la crise économique et sur les relations nord sud.

Q - Monsieur le Président, les relations franco-omanaises jouissent d'une dimension historique et connaissent aujourd'hui une période très prospère. A quel point cette coopération entre les deux pays participe-t-elle à l'approfondissement des relations franco-omanaises ?

R - La première chose qui frappe dans la relation entre la France et Oman, c'est son ancienneté. Imaginez que la première convention franco-omanaise remonte à 1807, sous Napoléon ! Et la France a établi un consulat à Mascate dès 1894. Vous le voyez, nos deux pays se connaissent bien, et de cette longue relation sans nuage est née une amitié solide et sincère qui est une vraie richesse pour nos deux peuples.

Depuis quelques années, cette relation s'est encore renforcée. Cette évolution doit beaucoup à Sa Majesté le Sultan Qabous dont la politique d'ouverture ambitieuse a permis à Oman de se développer de manière remarquable, économiquement et socialement.

C'est pourquoi j'ai été très sensible à l'invitation de Sa Majesté et je me réjouis de faire sa connaissance. Ensemble, nous allons parler des grands problèmes internationaux, de nos relations économiques et de notre coopération en général qui, je l'espère, vont continuer de se développer et de se renforcer. Et je souhaite aussi que nous approfondissions notre dialogue politique. Dans tous ces domaines, nous pouvons aller encore plus loin, partager encore plus. Je me réjouis également d'échanger avec le Sultan sur la situation de la région, parce qu'il homme de raison, qui porte sur la région un regard modéré et plein de sagesse.

Q - Monsieur le Président, le Sultanat d'Oman donne la priorité aujourd'hui en particulier au développement de la technologie, de la formation professionnelle, des télécommunications, etc..., qui représentent autant d'opportunités de renforcement de la coopération entre Oman et la France. Quelles sont, à votre avis, les perspectives qui s'ouvrent à cette coopération ?

R - En investissant dans la formation et dans l'innovation, Oman a indiscutablement fait le choix du progrès et de l'avenir, parce que la formation et l'innovation sont les vrais moteurs de la croissance et du développement. Et c'est encore plus vrai dans la mondialisation.

Dans ces domaines, comme dans d'autres, la France est naturellement prête à partager son expérience et son savoir-faire. Nos entreprises, nos grandes institutions académiques, nos laboratoires sont parmi les meilleurs au monde. Nous pouvons faire beaucoup de choses ensemble.

Depuis quelques années, le Golfe est sûrement la partie du monde où nous avons le plus renouvelé les partenariats qui nous lient avec les pays de la région. Ensemble, avec nos partenaires du Golfe, nous avons su innover, inventer de nouvelles formes de coopération pour répondre à leurs nouveaux besoins et à leurs nouvelles priorités. On le voit par exemple avec ces grandes institutions qui se dédoublent, en quelque sorte, en implantant dans la région des répliques de ce qu'elles sont chez nous, parfois en beaucoup plus moderne d'ailleurs.

Les entreprises françaises aussi ont su s'adapter à ces nouvelles priorités. Grâce à leur savoir-faire et à leur compétitivité, elles sont aujourd'hui en mesure de répondre à ces nouveaux besoins et

accompagner les privatisations et la diversification de l'économie, particulièrement dans les secteurs de l'eau, de l'énergie ou encore des transports, où elles sont très en pointe.

Q - Monsieur le Président, vous avez déployé de grands efforts en faveur de la stabilité dans la région, soit en ce qui concerne la situation au Liban, soit en essayant de mettre fin à l'offensive israélienne criminelle contre la bande de Gaza. Le Proche-Orient a-t-il des chances de se rapprocher de la paix et de la stabilité ?

R - Vous le savez, je me suis personnellement beaucoup engagé pour tenter de trouver une issue à la crise de Gaza. J'ai condamné les violences et je me suis rendu deux fois dans la région. J'ai travaillé étroitement avec tous ceux qui voulaient faire taire les armes.

Le double cessez-le-feu que nous avons obtenu y a trois semaines a été un pas décisif, qui a permis d'alléger les souffrances intolérables des civils, mais il faut aller plus loin. La trêve est fragile, nous le savons, et notre priorité aujourd'hui, c'est de la consolider. Cela implique une réouverture durable et la plus rapide possible des points de passage. Gaza ne peut pas continuer à être la plus grande prison à ciel ouvert du monde ! Mais pour cela, il faut que soit mis un terme au trafic illégal des armes. La lutte contre la contrebande d'armes à destination de Gaza est un élément essentiel de la consolidation de la paix et je veux saluer l'action de l'Egypte dans ce domaine. L'Europe et les Etats-Unis ont d'ailleurs dit au gouvernement égyptien leur disponibilité pour apporter un soutien.

Au-delà de ces mesures de consolidation, ma conviction est que nous devons avancer vers un règlement final du conflit israélo-palestinien car c'est le seul moyen de garantir une paix durable. Tout le monde en est conscient, il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Et donc il n'y a pas d'alternative à la reprise des négociations en vue de la création d'un Etat palestinien viable, indépendant, moderne et démocratique aux côtés d'un Etat d'Israël dont la sécurité sera garantie. Certains pensent peut-être que la perspective d'une relance du processus de paix n'a jamais été aussi éloignée, ce n'est pas mon avis. Je crois au contraire que les moments de tension extrême, comme celui que nous venons de connaître, peuvent être des déclencheurs. Nous avons beaucoup d'éléments pour aboutir. Les paramètres de la solution sont connus, nous devons maintenant avancer rapidement. A cet égard, je veux rendre hommage aux efforts de l'Egypte pour parvenir à une réconciliation inter-palestinienne, qui est étape primordiale sur le chemin de la paix.

Q - Monsieur le Président, comment voyez-vous l'avenir des relations avec la République iranienne au vu de la nouvelle approche américaine favorisant le dialogue avec Téhéran au sujet de son programme nucléaire ? La France restera-t-elle sur sa position dans cette affaire ?

R - Je me réjouis que la nouvelle administration américaine privilégie la voie d'un dialogue sans complaisance avec Téhéran. C'est maintenant à l'Iran de choisir entre un isolement toujours plus grand ou la coopération avec la communauté internationale. Notre position, qui est aussi celle de la communauté internationale, n'a pas changé : nous pensons qu'un Iran doté de capacités nucléaires n'est pas acceptable et nous souhaitons que les autorités iraniennes respectent, enfin, leurs obligations internationales.

Depuis le début de cette crise, en 2003, l'Europe a toujours défendu une approche fondée à la fois sur le dialogue et sur la fermeté. Le dialogue est essentiel si nous voulons réussir à convaincre les Iraniens que leur intérêt, et celui de leur pays, est de renoncer à leur programme nucléaire illégal, et notamment de suspendre leurs activités d'enrichissement. Mais aussi longtemps que Téhéran refuse de se conformer aux demandes de la communauté internationale, nous devons nous montrer d'une extrême fermeté.

Je regrette que, pour l'instant, les autorités iraniennes persistent dans leur refus et multiplient les provocations. Le lancement, il y a quelques jours, faisant appel à des technologies très proches de celles utilisées pour développer les capacités balistiques, est une très mauvaise nouvelle qui renforce encore notre inquiétude.

Q - Monsieur le Président, le monde subit une forte crise financière. Tous les pays tentent individuellement de traiter les effets de cette crise à leur échelle. Comment pourrait-on travailler de façon collective pour y faire face ? Quelles mesures prendre afin d'éviter qu'elle ne se

reproduire ?

R - Je ne suis pas d'accord avec vous lorsque vous dites que chacun a réagi dans son coin. Le G20 de Washington a au contraire montré la volonté des principales économies mondiales de réagir de manière concertée face à la crise économique la plus grave que le monde ait connue depuis près d'un siècle. C'était un rendez-vous historique, qui a permis des avancées très concrètes en matière de régulation des marchés financiers mais aussi de gouvernance économique mondiale. Tout le monde est aujourd'hui d'accord pour dire que les marchés financiers ont besoin d'être mieux régulés, que leurs acteurs doivent être plus contrôlés. Et tout le monde reconnaît que nous devons mieux associer les pays émergents si nous voulons répondre efficacement aux défis de notre temps. Ce sont des avancées majeures.

Il faut maintenant aller plus loin et s'assurer que ce qui a été décidé va se traduire concrètement. C'est la raison pour laquelle le G20 se réunira à nouveau prochainement à Londres. D'ailleurs, et comme je l'avais annoncé à la Conférence sur le développement de Doha en décembre dernier, j'ai demandé à mon ami Gordon Brown qu'au prochain Sommet du G20, à Londres, le Conseil des Etats arabes du Golfe et l'Union africaine soient représentés.

Q - Monsieur le Président, la crise financière internationale a rendu indispensables le renforcement des relations entre les pays développés et les pays en voie de développement, comme l'intervention de la puissance publique dans les domaines économique et social. Quelles sont, à votre avis, les leçons à tirer de cette crise ? Va-t-elle remettre en cause les politiques d'aide des pays développés au continent africain ?

R - Comme je l'ai dit très clairement en décembre dernier à Doha : la France et l'Europe ne sacrifieront pas le développement des pays qui en ont le plus besoin sur l'autel de la crise. Nous n'abandonnerons pas les Objectifs du Millénaire et nous serons au rendez-vous des promesses qui ont été faites en matière d'aide publique au développement. C'est un effort important quand on connaît les difficultés financières, économiques, sociales et politiques qu'engendre la crise, mais c'est pour nous un choix essentiel. Plus que jamais, en cette période de crise, le monde a besoin de solidarité. Plus que jamais, nous devons être aux côtés des plus défavorisés. C'est vrai à l'intérieur de nos pays, mais cela vaut aussi sur le plan international.

Cette crise, ce n'est pas la crise du capitalisme. C'est la crise d'un système qui s'est éloigné des valeurs fondatrices du capitalisme et c'est la crise d'un système qui a donné la primauté au spéculateur sur l'entrepreneur, à l'économie fictive sur l'économie réelle. C'est la crise d'un système qui, par son opacité, a favorisé la déresponsabilisation, la dissimulation et donc la prise de risques inconsidérés. Aujourd'hui, nous devons reconstruire le capitalisme sur ses vraies valeurs : l'entreprise, la création, l'innovation, le développement. Cela passe notamment par un encadrement beaucoup plus rigoureux des marchés financiers.

Ma conviction, vous l'avez compris, c'est que cette crise peut aussi être une formidable opportunité de faire les changements profonds dont le monde a besoin. C'est à nous d'en décider.